

GHT de la Haute-Saône

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Pouvoir adjudicateur :

Groupe Hospitalier de la Haute-Saône – 2, rue Heymes BP 409 – 70014 VESOUL

Objet du marché :

Réhabilitation intérieure de l'aile Miroudot – EHPAD de Villersexel
Mission de Maîtrise d'œuvre – réalisation des études préalables

Procédure :

Marché de services passé selon une procédure adaptée
(Articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique)

Référence :

25.15/DRELT/CMP

Date limite de remise des plis :

Le lundi 05 mai 2025 à 12h00

Visite obligatoire : 18/04/2025 et/ou 23/04/2025 à 9h

REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE

Les candidats devront adresser leurs demandes de renseignements complémentaires via la plateforme dématérialisée <https://www.marches-publics.gouv.fr>

SOMMAIRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)	1
CHAPITRE I – ACHETEUR PUBLIC	3
ARTICLE 1. TYPE D’ACHETEUR PUBLIC	3
ARTICLE 2. NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L’ACHETEUR PUBLIC	3
ARTICLE 3. REFERENTS DU DOSSIER	3
CHAPITRE II – GENERALITES	4
ARTICLE 4. DESCRIPTION DU MARCHE	4
ARTICLE 5. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	5
ARTICLE 6. SOUS-TRAITANCE ET CO-TRAITANCE	6
ARTICLE 7. AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE	7
CHAPITRE III – MODALITES D’EXECUTION DU MARCHE	7
ARTICLE 8. DEFINITION DU PRESTATAIRE DE SERVICES INTELLECTUELS	7
ARTICLE 9. PROJETS DE DECOMPTES	7
ARTICLE 10. ORDRES DE SERVICE (OS) DELIVRES PAR LE MAITRE D’OUVRAGE	7
ARTICLE 11. AVENANTS NEGOCIES AVEC LE MAITRE D’OUVRAGE	8
ARTICLE 12. ACHEVEMENT DE LA MISSION DE MAITRISE D’ŒUVRE	8
CHAPITRE IV – PRIX ET REGLEMENTS	8
ARTICLE 13. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	9
ARTICLE 14. TITULAIRE ETRANGER	11
CHAPITRE V – EXECUTION	11
ARTICLE 15. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	11
ARTICLE 16. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	12
ARTICLE 17. EVOLUTION REGLEMENTAIRE	13
ARTICLE 18. DUREE D’EXECUTION	13
ARTICLE 19. RESPONSABILITE	13
ARTICLE 20. PENALITES	13
ARTICLE 21. RESILIATION DU MARCHE	14
ARTICLE 22. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT	14

Chapitre I – Acheteur Public

Le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône, établissement support du GHT de la Haute-Saône, ci-après dénommé « Pouvoir Adjudicateur », assure la « fonction achat » pour le compte des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier de Haute-Saône (1 CH, 3 hôpitaux de proximité et 13 EHPAD)
- EHPAD Villa Saint Joseph - Site de Scey-sur-Saône (établissement parti) ;
- EHPAD Jean Michel - Site de Saulx (établissement parti) ;
- EHPAD Alfred Dornier - Site Dampierre-Sur-Salon (établissement associé).

Article 1. Type d'acheteur public

Etablissement public de santé.

Article 2. Nom et adresse officiels de l'acheteur public

Nom du pouvoir adjudicateur	: Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Représentant du pouvoir adjudicateur	: Madame la Directrice du GH70
Adresse	: 2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex
Adresse internet	: http://www.GH70.fr
Adresse du profil d'acheteur	: https://www.marches-publics.gouv.fr/

Article 3. Référents du dossier

Référent administratif du dossier	: Monsieur Ahmed BENCHIHEB Cellule Marchés Publics
Adresse	: Groupe Hospitalier de la Haute-Saône Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques 2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex
Courrier électronique	: https://www.marches-publics.gouv.fr/
Référent technique du dossier	: Monsieur Mustapha CHAOUCHE Ingénieur Travaux
Adresse	: Groupe Hospitalier de la Haute-Saône Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques 2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex
Courrier électronique	: https://www.marches-publics.gouv.fr/
Référent technique du dossier	: Monsieur Luc ROUBEZ Ingénieur Travaux
Adresse	: Groupe Hospitalier de la Haute-Saône Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques 2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex
Courrier électronique	: https://www.marches-publics.gouv.fr/

Article 4. Description du marché

4.1. Objet du marché

La présente consultation concerne un marché de prestations intellectuelles d'études de conception en vue de la réhabilitation de l'aile « Miroudot » en Rez de jardins et R+1 sur l'EHPAD « Griboulard » de Villersexel.

Tout en conservant la structure bâimentaire, le « Prestataire » s'attachera à proposer des solutions technico-financières répondant aux besoins du GH 70. Il devra intégrer toutes les modifications sur les éléments et les équipements constitutifs du bâtiment (Electricité CFO et CFA, fluides, énergie, ventilations, sols, murs, plafonds, menuiseries, sécurité incendie, accessibilité PMR, ...).

Le descriptif détaillé des solutions proposées sera le résultat des études et il servira à la rédaction des cahiers des charges (CCTP, plans, DPGF travaux) nécessaires à la consultation d'entreprises de travaux.

Le cœur du programme s'articule autour des études de réhabilitation des chambres (9 chambres individuelles en RDC, 10 chambres individuelles en R+1), des circulations, de la salle à manger et salle d'animation en intégrant la problématique majeure du désenfumage et du désamiantage de l'aile « Miroudot ». On notera que l'aile « Miroudot » est actuellement dépourvue d'installation de désenfumage.

Les études devront donc présenter plusieurs scénarii d'aménagement et de redistribution des espaces communs par rapport aux espaces d'hébergements privés.

La maîtrise d'ouvrage s'interroge sur au moins deux (02) possibilités d'aménagement fondamental dans les chambres :

1. Salle de bain avec WC intégré dans les chambres
2. Ou, salle de bain partagée et intégrée dans un espace commun

En raison du **passage horizontal et/ou vertical (RDC et R+1) des nouvelles gaines de désenfumage**, le choix d'une configuration devra permettre de conjuguer la réduction de l'impact spatial des gaines et l'optimisation des espaces de vie.

Le capacitaire d'hébergement devra être préservé (19 lits).

Les études devront également **intégrer le désamiantage des matériaux** présents dans l'aile « Miroudot » tant au niveau de la conception que le passage de désamiantage.

Ainsi, le « Prestataire » présentera au moins deux (02) propositions d'aménagement détaillées avec les contraintes techniques existantes précitées et sur les bases du programme technique détaillé proposée par le GH 70 (Cf. documents ci-joint).

La part indicative de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage est fixée à : **280 000 euros H. T.**

4.2. **Forme du marché**

Le marché est un accord cadre à tranches et avec un montant maximum **de 40 000 € HT pour la totalité du marché.**

Le marché est mono attributaire.

Les missions d'ingénierie techniques confiées au titre du présent marché, concernent les éléments de conception et d'assistance suivants :

En TRANCHE FERME :

- Les études préliminaires - diagnostics de l'existant
- Les études de projet de l'ensemble des composantes techniques (courants forts et faibles, fluides y compris fluides médicaux, énergie et thermiques, ventilations, cloisonnement et viabilité des locaux, etc...)
- L'établissement des divers CCTP travaux avec plans en 2D pour les différents lots
- L'établissement des divers DPGF travaux en lien avec les CCTP précités
- La mission d'assistance aux contrats de marchés publics de travaux (ACT)

En TRANCHE OPTIONNELLE n° 1 :

- Les études de vérifications-validations de l'exécution des travaux en lien avec la conception
- L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (GPA)

En TRANCHE OPTIONNELLE n° 2

- L'ordonnance, le pilotage et la coordination du chantier (OPC)

En TRANCHE OPTIONNELLE n° 3

- La Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI)

4.3. **Allotissement**

Le marché n'est pas alloti. La dévolution en lots séparés serait en effet de nature à rendre techniquement difficile et financièrement coûteuse l'exécution des prestations. »

4.4. **Durée du marché**

La durée globale du marché correspond à la période comprise entre la notification du marché et la fin de garantie de parfait achèvement.

Le début des prestations de conception est prévu en **juin 2025** avec un début de réalisation des travaux à compter de **septembre 2025**.

La durée prévisionnelle d'exécution des travaux est de 10 mois y compris intempéries prévisionnelles, période de préparation, de congés, opérations préalables et réception.

Cette durée prévisionnelle sera ajustée en fonction du planning d'exécution élaboré par le pilote en charge de la mission d'ordonnancement pilotage et coordination (OPC).

Article 5. Pièces contractuelles du marché

Les documents généraux non joints sont réputés connus du titulaire du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessous.

5.1. Pièces particulières

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe financière ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le Programme Technique des Besoins (PTB)
- Le mémoire technique détaillé du titulaire ;

5.2. Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI*) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document n'est pas joint au présent marché mais les candidats déclarent expressément le connaître, s'y référer et l'accepter.

5.3. Pièces à délivrer au titulaire du marché

- **Notification**

Le pouvoir adjudicateur fera parvenir une copie de l'acte d'engagement par voie dématérialisée via la plateforme PLACE. La notification transforme la consultation en marché et le candidat en titulaire.

- **Nantissement et cession de créance**

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande au GH70, accompagnée de la copie de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée s'il ne souhaite pas recevoir un certificat de cessibilité.

L'acte d'engagement complété ou un certificat de cessibilité complété et signé sera envoyé au titulaire en exemplaire unique par lettre recommandée. Il est à noter que le GH70 ne sera pas, en cas de perte, autorisé à délivrer un duplicata de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

Article 6. Sous-traitance et co-traitance

6.1. Sous-traitance

En référence aux articles L2193-1 à L2193-9, il est rappelé que seule une partie des marchés peut faire l'objet d'une sous-traitance.

Le sous-traitant a le droit au paiement direct si le montant de la sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC. Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par l'administration.

L'acceptation de la demande d'agrément d'un sous-traitant et des conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché. Pour ce faire, le titulaire doit fournir, dûment complété, le formulaire "Déclaration de sous-traitance" (ou formulaire DC4 en vigueur).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux torts du titulaire du marché.

6.2. Co-traitance

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, et conformément aux articles R.2142-19 à R.2142-27 et l'article R.2151-7 du code de la commande publique, le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône transformera à la signature du marché et le cas échéant, un groupement conjoint en groupement solidaire afin de garantir la bonne exécution du marché. Seul le mandataire du groupement d'entreprise sera l'interlocuteur unique du Pouvoir Adjudicateur.

Article 7. Avances et retenue de garantie

7.1. Avances

Une avance sera accordée au titulaire du marché dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique. Le titulaire du marché peut refuser le versement de cette avance (point B4 de l'ATTRI 1).

7.2. Retenue de garantie

Il n'est pas prélevé de retenue de garantie sur les versements faits au titulaire du marché.

Chapitre III – Modalités d'exécution du marché

Article 8. Définition du prestataire de services intellectuels

Le « Prestataire », le « Titulaire » sont les termes qui désignent le bureau d'études de conception du présent marché.

Par dérogation à l'article 3-5 du CCAG PI : dans le cas particulier où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire.

Si cette mise en demeure reste sans effet, le représentant du pouvoir adjudicateur invite les prestataires groupés à désigner, dans un délai de 15 jours, un autre mandataire parmi les autres membres du groupement. Cette substitution fera l'objet d'un avenant.

Article 9. Projets de décomptes

9.1. Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Le maître d'ouvrage doit procéder, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes établis par l'entrepreneur.

Le projet de décompte mensuel est accepté ou rectifié par le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage en vue du paiement de l'état d'acompte correspondant notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

9.2. Délai de vérification :

Le délai imparti au maître d'ouvrage pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs et à leur transmission en trésorerie publique est fixé à 30 jours à compter de leur réception.

9.3. Vérification du projet de décompte final des entrepreneurs

À l'issue des travaux, le maître d'ouvrage vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur. Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final.

Article 10. Ordres de service (OS) délivrés par le maître d'ouvrage

Les décisions du maître d'ouvrage prennent la forme d'un ordre de service (OS) qui est un document écrit devant être notifié au « Titulaire » dans les conditions fixées par l'article 3.8 du CCAG-PI, notamment :

- Quand une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que l'ordre donné au « Titulaire » d'engager un élément de mission)
- Pour la validation des documents dont le contenu relève des prérogatives du « Titulaire » (CCTP, Plans, DPGF, ...)
- Quand le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations
- Quand une décision du maître d'ouvrage est susceptible de modifier les dispositions contractuelles.

Article 11. Avenants négociés avec le maître d'ouvrage

Toute modification des dispositions contractuelles fait l'objet d'un avenant pour tenir compte notamment.

- Des conséquences sur le marché du « Titulaire », de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle.
- Des modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations intellectuelles résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage,
- Des aléas non imputables au « Titulaire »
- Au stade de la consultation des entreprises, des variantes qui seraient acceptées par le maître d'ouvrage et qui remettraient en cause la conception, rendant ainsi nécessaire la reprise des études
- Des modifications de phasage ou des délais de réalisation des études

Article 12. Achèvement de la mission de maîtrise d'œuvre

La mission du « Titulaire » s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

Chapitre IV – Prix et règlements

12.1. Forme des prix

La monnaie du marché est l'EURO.

12.2. Contenu des prix

Le présent marché de prestations intellectuelles est un marché à prix provisoires, fermes et actualisables. La rémunération du « Titulaire » est établie selon un pourcentage qui s'applique au montant hors taxe du coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le « Titulaire ».

12.3. Caractère forfaitaire du marché

La rémunération du marché est forfaitaire.

Le « Titulaire » s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de la mission. Les entreprises ne peuvent en aucun cas confier au titre de l'opération, une mission au « Titulaire ». Sont notamment visées

- Les prestations de bornage, levé topographique, implantation

- Les études d'exécution pour le compte de l'entreprise
- Les essais et contrôles internes

12.4. Établissement du forfait provisoire de rémunération

Le montant du forfait provisoire de rémunération est établi sur la base du montant HT de l'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux, par l'application d'un taux de rémunération à ce montant.

12.5. Passage au forfait définitif de rémunération

Suite à l'engagement du « Titulaire » sur le coût prévisionnel des travaux, la rémunération provisoire est remplacée par la rémunération définitive établie lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'élément de mission servant à établir le dossier de consultation des entreprises (CCTP, PLANS DETAILLES, DPGF Travaux).

Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent de la méthode suivante.

$$\text{Montant définitif de la rémunération} = \frac{\text{Coût prévisionnel des travaux accepté par le maître d'ouvrage au stade PRO-DCE} \times \text{Le taux de rémunération}}{\text{Le taux de rémunération}}$$

Les montants correspondants aux missions seront recalculés au prorata des montants provisoires.

Ce forfait définitif est arrêté par avenant.

L'incidence éventuelle, sur les prestations du « Titulaire », de l'évolution des éléments portés à la connaissance du « Titulaire », qui ont servi à établir le forfait provisoire de rémunération, est prise en compte dans la négociation du forfait définitif de rémunération.

12.6. Modalités d'actualisation du prix ferme

Le prix ferme est actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois mO (mois de la date limite de remise des offres) et la date de commencement d'exécution (date de notification du marché).

L'actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient Ci d'actualisation, donné par la formule $Ci = (Im-3) / I0$

Dans laquelle I0 est l'index ingénierie du mois mO et (Im-3) est l'index ingénierie du mois antérieur de 3 mois au mois "m" contractuel de notification du marché. Les coefficients d'actualisation seront arrondis au millième supérieur.

12.7. Modalités d'escomptes

Le candidat peut faire une proposition d'escompte dans le cas où le Pouvoir Adjudicateur procède au paiement anticipé à 30 jours. Le candidat pourra présenter sur l'annexe financière à l'acte d'engagement, les modalités nécessaires à l'obtention d'escompte. Le candidat présentera également les taux pouvant être obtenus et les prérequis pour les obtenir.

Article 13. Modalités de règlement des comptes

13.1. Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique.

La facture devra comporter les mentions suivantes :

- Nom et adresse du titulaire ;
- Numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- Date de la facture ;
- Référence du marché ;

- Numéro de la commande ;
- Désignation de la prestation réalisée ou de la fourniture livrée ;
- Montant net HT de la prestation réalisée ou de la fourniture livrée ;
- Taux et montant de la TVA ;
- Le montant net TTC de la prestation réalisée ou de la fourniture livrée ;
- Les montants nets totaux HT et TTC de la facture.

La facturation est à terme échue.

13.2. Transmission des factures

Dans le cadre de la **modernisation de l'action publique** et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des factures, l'Etat français s'engage pour la dématérialisation du traitement de ses factures.

A cette fin, une **solution** informatique **gratuite et sécurisée**, **Chorus Pro**, est mise à votre disposition afin **de transmettre vos factures sous forme dématérialisée**.

L'utilisation de ce portail devient **obligatoire** pour toutes les factures adressées à une personne publique à compter du 1er janvier 2017, dans le respect du calendrier défini par la loi du 3 janvier 2014.

Chorus Pro vous apporte des gains de temps dans l'envoi, le traitement et le suivi de vos factures. Elle permet aussi l'économie des coûts d'envoi postal et d'archivage papier. Vous bénéficiez également de nouveaux services comme le suivi en ligne de l'état de traitement des factures émises ou la possibilité d'adresser une question via l'espace assistance dédié.

Dématérialisation des factures pour le Groupe Hospitalier de la Haute Saône

Vos factures dématérialisées adressées au GHT 70 devront comporter les informations suivantes :

- ° Le **numéro de SIRET**, qui identifiera **Groupe Hospitalier de la Haute-Saône** en tant que destinataire de la facture : **267 006 617 00109**
- ° Le **code service** qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure.

0206	Service technique – Grands travaux
------	------------------------------------

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

Les conséquences d'une orientation erronée des factures dans un autre service de l'établissement, voire hors du GHT 70, sont imputables au seul contractant.

Tout paiement sera fait par le comptable assignataire du GHT 70 :

Trésorerie des établissements hospitaliers de la Haute-Saône (TEHHS)
Groupe Hospitalier 70
2 rue René Heymès
70 000 VESOUL Cedex

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de la facture ou de la date d'exécution de la prestation, si celle-ci lui est postérieure.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différend sur les sommes dues au titulaire.

Article 14. Titulaire étranger

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Chapitre V – Exécution

Article 15. Obligations générales du titulaire

Pendant toute la durée du marché, le titulaire s'engage à maintenir une qualité constante dans la réalisation des prestations.

15.1. Obligation générale

Les soumissionnaires devront fournir tous les documents attestant de leur qualité professionnelle, de leur autorisation à exercer, de leur numéro d'agrément.

Pour le cas où ils seraient amenés à sous-traiter une partie de leur prestation, les soumissionnaires seront tenus de fournir le numéro d'agrément de leur sous-traitant.

15.2. Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le GH70 de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- son adresse bancaire, ...

et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation par lettre à entête envoyée en recommandée avec accusé de réception.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le GH70 ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant ou certificat administratif.

15.3. Protection de la main-d'œuvre

Le titulaire se doit de respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise.

Il est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

15.4. Assurance

Le titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et / ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le GH70 en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

15.5. Discretion et confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Le GH70 s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du titulaire.

Article 16. Protection des données à caractère personnel

16.1. Description du traitement

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE)

2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le sous-traitant (cette notion s'entendant dans le présent article exclusivement au sens de sa définition dans le RGPD) est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le service définis dans le présent contrat.

L'expression « sous-traitant », pour l'application du présent article, désigne le titulaire du marché.

L'expression « le responsable du traitement » est le pouvoir adjudicateur.

Les données à caractère personnel traitées sont les données relatives aux établissements qui comportent des données sur les noms, prénoms, coordonnées des interlocuteurs susceptibles d'intervenir en cours d'exécution du marché.

Les opérations qui pourront être réalisées sur ces données sont lecture, écriture, transmission, suppression, interrogation, élaboration de statistiques. Enfin les finalités de ce traitement sont les formalités nécessaires au présent marché.

16.2. Obligation du sous traitant

Conformément au RGPD le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance ;
- Traiter les données uniquement pour la durée du marché ;

- Traiter les données conformément aux instructions du présent contrat ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel respectent la confidentialité et la sécurité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Signaler immédiatement toute fuite de données.

Article 17. Evolution réglementaire

Le titulaire s'engage à appliquer sans délai, toutes les évolutions réglementaires qui pourraient survenir en cours d'exécution du marché.

Article 18. Durée d'exécution

La durée d'exécution du marché court à compter de la date de début du marché indiqué dans le présent document, jusqu'à l'exécution de la dernière prestation, même si celle-ci est opérée au-delà du terme du marché.

Article 19. Responsabilité

Le titulaire demeure responsable des dommages commis par son personnel lors de ses interventions dans les locaux des différents sites du GHT 70.

Il couvre la responsabilité résultant des accidents de trajet ou de travail qui pourraient survenir à ses agents du fait ou à l'occasion de l'exécution du marché.

Chapitre VI – Différends et litiges

Article 20. Pénalités

L'application des pénalités déroge à l'article 14 du CCAG-PI :

20.1. Pénalités en cas de retard dans la présentation des documents

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, en cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des documents et/ou des délais partiels, le « Titulaire » encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 100 €.

Dans le cas de cotraitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du pouvoir adjudicateur à l'égard des autres cotraitants

20.2. Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décomptes

Si les délais fixés aux articles 5 ne sont pas respectés, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant, par jour de retard, est fixé à 5 % du montant toutes taxes comprises de l'acompte correspondant.

Cependant, si le retard du maître d'œuvre entraîne le versement d'intérêts moratoires aux entreprises, le montant des pénalités qu'il encourt est égal au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables.

20.3. Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de 30 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 15 €.

Article 21. Résiliation du marché

En cas d'incident grave ou répété ou plus généralement, constatant le défaut des obligations contractuelles de l'attributaire du présent marché, susceptibles d'engager la qualité ou la sécurité de la prise en charge des patients ou affectant les personnels des structures, le GH70 pourra résilier, sans indemnités, le présent marché après avoir invité le titulaire à présenter des explications dans un délai approprié. En ces termes, le CCAG PI s'appliquera de plein droit.

Article 22. Droit applicable et tribunal compétent

L'instance chargée des procédures de recours ainsi que le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est :

Tribunal Administratif de Besançon,

30 Rue Charles Nodier,

25000 BESANCON

Tel 03.81.82.60.00

Fax : 03.81.82.60.01

Mail : greffe.ta-besancon@juradm.fr

Chapitre VII – Dérogations au CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Articles du présent CCP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
Article 5	Article 4	Ordre de priorité des pièces du marché
Article 8	Article 4.1	Groupement d'opérateurs économiques
Article 20	Article 14.1	Pénalités